

<http://lipietz.net/Le-6-fevrier-de-la-droite-copeiste>

, Politis

Le 6 février de la droite copéiste

- Vie publique - Articles et débats -

The logo for Politis, featuring the word "Politis" in a bold, white, sans-serif font set against a solid red rectangular background.

Date de mise en ligne : jeudi 30 mai 2013

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Les "Manifs pour tous" ont connu un énorme succès qui n'a pas ébranlé la majorité parlementaire mais pèse sur la suite. Retour sur l'acteur qui en fut le moteur et en reste l'idéologue : l'Église catholique.

Le 6 février 1934, les Ligues factieuses manifestaient en masse et attaquaient la Chambre des députés, temple des turpitudes. « Comparaison n'est pas raison » (cf. ma chronique Politis du 18 avril), mais « qui ne connaît pas son passé est condamné à le revivre » (bis). La mobilisation de la droite au nom de valeurs « au dessus des lois » (la Nation, la Race, la Famille, l'Ordre naturel...) est un des grands classiques des périodes de crise.

La grande différence, c'est que l'émeute de 34 a déclenché l'unité du Front Populaire et préparé sa victoire de 1936. Aujourd'hui la gauche, Front de Gauche inclus, occupe déjà la totalité des pouvoirs politiques. C'est cette majorité qui devra gagner face à la crise, ou perdre en 2017.

La droite le sait. Une partie attend son heure. L'autre veut reprendre la pouvoir tout de suite. Elle rêve de son 6 février, unissant droite et extrême-droite : « Marcher séparés et frapper ensemble ». C'est la ligne Copé qui, avec un énorme succès quantitatif, a réussi mieux qu'un baroud contre la loi Taubira, au nom des « valeurs sacrées ». En l'occurrence : l'homophobie.

Effarés, les plus « hollandais » des écologistes viennent d'adopter la ligne « changeons de cap » à laquelle les exhortaient les plus radicaux. Mais le changement de cap des socialistes (plutôt : le retour au cap pour lequel ils se sont faits élire) demandera plus d'efforts de la base !

En attendant, la droite s'est dotée d'une force de frappe appelée à resserrer, qui pèse déjà sur la suite. Je ne donne pas cher de la PMA pour les lesbiennes, encore moins du droit de vote pour les étrangers.

Mais avant tourner la page, revenons sur l'acteur décisif qui en fut le premier moteur et en reste l'idéologue : l'Église catholique.

Je participais récemment à un débat sur l'Europe agricole, à Mayenne. Un détachement de la « Manif pour tous » - une quarantaine - vient conspuer le ministre de l'agro-alimentaire, Guillaume Garot. Sur leurs tracts un bébé demande à une vache « Moi aussi je veux ma traçabilité ». Rire gras des éleveurs : « Ça fait longtemps que nos bestiaux sont mieux tracés que leurs gosses ! » Le maire de Mayenne, les militantes EELV locales m'assurent qu'ils viennent d'ailleurs, « car les cathos de l'Ouest ont tourné à gauche depuis longtemps. » Je sais bien, et pourtant...

En 1934, il était normal que l'Église, antisémite, antirépublicaine, pré-vichyste, soutienne les Ligues. Mais aujourd'hui ? N'a-t-elle pas rompu avec ce sombre passé ?

Que l'Église ait un avis transcendant sur la morale, et le fasse entendre à la société : c'est son droit « laïque ». Cet avis de l'Église (ou des autorités « monothéistes » qui l'appuient) n'est d'ailleurs pas tiré de la Révélation, mais, curieusement, d'une « loi naturelle », immanente, où l'amour sert à faire des enfants par le biais d'une copulation. Cette dé-spiritualisation radicale de l'amour (qu'exprime crûment les tracts de Mayenne) au nom d'un biologisme exacerbé, surprend de la part d'une religion dont les inspireurs (la Sainte Vierge et son Fils) s'étaient affranchis de ce genre de naturalisme. Mais ça la regarde.

Sauf que là comme sur le divorce ou la contraception, l'Église tente d'imposer par la loi à des non-croyants une

norme qui n'est justifiée que par sa propre opinion. Un peu comme si la République exigeait des nonnes qu'elles aient une expérience sexuelle... ou qu'elles retirent le voile.

D'ailleurs cette norme ne s'est réalisée pleinement qu'un bref instant en France : les années 1960. Avant 1960 et depuis des siècles, les orphelins de mères mortes en couches ou de pères victimes de guerres étaient la norme. Après 1968, il y aura de plus en plus de « familles recomposées ». En matraquant que les lesbiennes et gays ne peuvent qu'élever des enfants anormaux, l'Église insulte les parents homo, mais surtout stigmatise les enfants élevés par d'autres que leur parents biologiques.

La République est donc obligée de subir, au nom de sa laïcité, une mobilisation intrinsèquement anti-laïque. Et pas de la part de l'Islam, mais d'une Église dont on pensait qu'elle s'était ralliée à la modernité laïque et républicaine. Ce qui est sans doute encore le cas, mais elle n'a plus de voix pour le dire.

J'assistais à l'ordination au diaconat de Gaël Giraud, brillant économiste de gauche, écologiste... et jésuite. La Compagnie reste l'aile « encore à gauche » de l'Église. À la sortie, on papote des mouvements dans la hiérarchie des évêques : le départ de André Vingt-Trois, la nomination de l'archevêque de Marseille à la présidence et de l'évêque de Saint-Denis à la vice-présidence, traduiraient une inflexion sociale, et une exfiltration du front copéiste anti-mariage gay... Prions ! Mais si cela est vrai, ce bloc copéiste est peut-être menacé d'une défection importante, quand il s'attaquera à d'autres sujets.

Encore faut-il, pour élargir la brèche, que la gauche écologiste et socialiste redevienne ce qu'elle est : le parti des exploités, des discriminés, et pas seulement le parti du modernisme.